Appel à la suspension de la privatisation du port de Bujumbura

@rib News, 18/10/2012 â€“ Source Xinhua Parole et Action pour le Changement et l'Evolution des Mentalités (PARCEM), ONG burundaise, demande la suspension du processus de privatisation du port de Bujumbura en attendant une expertise sur la valeur actuelle de ses équipements. « PARCEM exige au gouvernement de suspendre le processus de sélection du nouveau concessionnaire, de recruter une maison d'experts pour évaluer la valeur actuelle des équipements du port (bâiments, terrains, grues et autres), d'évaluer la nouvelle capitalisation en tenant compte de ces valeurs du port de Bujumbura et d'expliquer tous les partenaires pour une meilleure réussite du processus de sélection », a indiqué jeudi Faustin Ndikumana, président de PARCEM, au cours d'une conférence de presse. Selon le décret du gouvernement, l'Etat du Burundi participera au capital de la future société concessionnaire mentionnée avec une part de 10% constituée d'équipements portuaires. Plus concrètement, dans un capital d'1,5 milliard de Fbu (1 million USD), la part de l'Etat est de 150 millions de Fbu (100.000 USD) seulement. Pour M. Ndikumana, c'est un arrangement qui a été fait pour que les investisseurs privés puissent exploiter gratuitement les équipements du port de Bujumbura. Outre que la part de l'Etat est minorisée par rapport aux autres actionnaires privés, PARCEM et l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) dénoncent aussi le processus de sélection de ces actionnaires privés qui, selon les deux organisations, a été marqué de plusieurs irrégularités.